



# Activité en berne pour les entreprises guadeloupéennes en 2014

**A**près une année 2013 en repli, l'économie guadeloupéenne peine à retrouver le chemin de la croissance. Si les consommations des ménages et des administrations publiques continuent de soutenir l'activité, l'investissement global a reculé malgré une reprise en fin d'année. Dans ce contexte, les entreprises guadeloupéennes, principalement marchandes, ont créé 2,8 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2014.

Le secteur commercial est en retrait. Son poids dans l'ensemble des richesses créées dans le département a diminué de trois points entre 2012 et 2014.

Dans la construction, le marché reste atone, le manque de chantiers structurants ayant encore pesé sur l'activité du secteur. La valeur ajoutée baisse légèrement pour plus de la moitié des entreprises actives entre 2013 et 2014. La richesse est très concentrée : 1 % des entreprises concentrent 43 % de la valeur ajoutée.

La moitié des petites entreprises sans salarié n'investit pas. Pour les entreprises employant 250 salariés ou plus, l'investissement est supérieur à 49 000 euros pour la moitié d'entre elles.

Ali Benhaddouche

En 2014, l'économie guadeloupéenne ne montre pas de réel signe de reprise mais se maintient par rapport à 2013. Dans ce contexte économique fragile marqué par différents mouvements sociaux, l'investissement reste limité. Portée par les ménages au premier semestre, la croissance de l'investissement est tirée par les entreprises en fin d'année. La poursuite de la dégradation du marché du travail pèse sur la consommation des ménages.

Les entreprises, principalement marchandes, installées en Guadeloupe, ont généré près de 2,8 milliards d'euros de richesses en 2014. La valeur ajoutée dégagée par les entreprises martiniquaises s'élève à 3 milliards d'euros et celle créée par les entreprises implantées en Guyane à 1,2 milliard d'euros.

### Une année difficile pour le BTP

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) contribue pour 12 % à la formation de la valeur ajoutée totale produite en 2014. Habituellement soutenue

### 1 Le commerce génère 28 % des richesses totales produites

Principaux résultats des entreprises guadeloupéennes en 2014 (en millier d'euros)

Secteur d'activité	Nombre d'unités	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Structure de la VA (%)	Excédent brut d'exploitation
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	<b>3 176</b>	<b>1 456 801</b>	<b>391 110</b>	<b>13,8</b>	<b>93 143</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	813	326024	87488	3,1	16938
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	266	201608	43468	1,5	5249
<b>Construction</b>	<b>5 396</b>	<b>1 188 080</b>	<b>340 839</b>	<b>12,0</b>	<b>81 678</b>
<b>Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration</b>	<b>13 263</b>	<b>6 881 013</b>	<b>1 128 101</b>	<b>39,7</b>	<b>246 890</b>
Commerce :	8 634	5 682 853	791 338	27,9	179 569
dont :					
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	1648	2 218 731	245 017	8,6	64 847
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	5977	2 712 233	417 706	14,7	90 310
Transports et entreposage	1 566	870 351	218 382	7,7	55 814
Hébergement et restauration	3 063	328 008	118 381	4,2	11 508
<b>Information et communication</b>	<b>928</b>	<b>424 232</b>	<b>205 236</b>	<b>7,2</b>	<b>135 772</b>
Activités immobilières	1 686	359 176	185 660	6,5	114 497
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien</b>	<b>7 046</b>	<b>985 501</b>	<b>525 372</b>	<b>18,5</b>	<b>139 535</b>
Activités de services administratifs et de soutien	3 950	589 236	301 856	10,6	57 913
<b>Autres activités de services</b>	<b>2 445</b>	<b>143 308</b>	<b>62 254</b>	<b>2,2</b>	<b>15 431</b>
<b>Ensemble</b>	<b>33 940</b>	<b>11 438 110</b>	<b>2 838 572</b>	<b>100,0</b>	<b>826 946</b>

Source : Insee - Esane 2014 (données individuelles).

## Le champ étudié : les secteurs principalement marchands

Le champ étudié dans cet article est celui des entreprises des secteurs économiques principalement marchands, y compris auto-entrepreneurs, à l'exception des entreprises du secteur financier (observées par l'Autorité de contrôle prudentiel), des exploitations agricoles (couvertes par de nombreuses enquêtes gérées par le service statistique du ministère de l'Agriculture).

Les biens et services marchands sont destinés normalement à être vendus sur le marché à un prix calculé pour couvrir leur coût de production. Une unité économique rend des services non marchands lorsqu'elle les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Certains services sont considérés comme toujours marchands (exemple, les transports), d'autres comme toujours non marchands (exemple, administration générale).

Pour certaines activités, des parties marchandes et non-marchandes coexistent. Ces activités de services se rencontrent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration. Ainsi, les entreprises du secteur de « l'enseignement, santé humaine et action sociale » ne sont pas prises en compte dans cette étude : le champ étudié est celui des secteurs économiques principalement marchands.

en Guadeloupe par l'investissement public, l'activité de la construction, particulièrement faible en 2014, a été impactée par les contraintes budgétaires des collectivités et les échéances municipales. Les importations d'éléments en métal pour la construction chutent d'un quart en 2014, les importations de ciment et les mises en chantier reculent toutes deux de 15 %.

Dans le prolongement de 2013, les engagements de l'État en faveur du logement social se maintiennent à un niveau élevé, les crédits d'engagement s'élevant à 58 millions d'euros. Les crédits de paiement diminuent pour leur part (48,5 millions d'euros en 2014 contre 53,1 millions en 2013). L'ensemble des crédits engagés et mandatés ont permis, en 2014, la livraison de 2 726 logements (1 984 logements neufs et 742 en amélioration) contre 2 378 en 2013.

Le nombre de logements livrés dans le cadre de la Résorption de l'habitat insalubre (RHI) diminue en 2014 (99 logements livrés contre 318 en 2013). Cette baisse résulte, en partie, de l'achèvement d'un certain nombre d'opérations de RHI.

En 2014, les richesses produites par le secteur industriel guadeloupéen représentent 13,8 % des richesses totales produites sur le département. Dans les industries manufacturières (hors IAA), l'activité est restée mal orientée et la demande des entreprises est restée modérée. En effet, le faible niveau d'activité dans la construction comme le faible dynamisme d'ensemble des investissements impactent directement l'activité du secteur de l'industrie des biens intermédiaires : les importations d'équipements mécaniques, de matériels électriques, électroniques et informatiques diminuent fortement (- 20 %) (figure 1).

Le secteur des industries agroalimentaires représente 22 % de la valeur ajoutée produite par le secteur industriel. L'activité dans ce secteur est mitigée, malgré une nette augmentation des exportations de rhum.

## Un secteur commercial à la peine

Pour la deuxième année consécutive, le poids des richesses produites par le secteur du commerce dans l'ensemble des richesses créées dans le département est en recul, malgré une légère hausse de la consommation : les importations dédiées aux ménages (alimentation, vêtements et véhicules automobiles) augmentent de 2,2 %.

Le secteur du commerce représente 28 % de la richesse créée en 2014, occupant toujours la première place au sein du segment des services principalement marchands. Le poids du secteur du commerce a néanmoins

diminué de trois points entre 2012 et 2014. En retrait au cours des neuf premiers mois, le courant d'affaires dans le secteur du commerce retrouve un regain de dynamisme à partir du dernier trimestre 2014.

## Un taux de marge élevé, davantage lié au besoin de financer des investissements

En 2014, le taux de marge est de 29 % sur les secteurs principalement marchands, hors agriculture et secteurs financiers (figure 2). Selon les secteurs, il varie entre 22 % et 25 %, sauf dans l'information et la communication et les activités immobilières où il est notablement plus élevé (respectivement 61,7 % et 66,2 %).

Un taux de marge élevé résulte en général de la mise en œuvre d'un capital d'exploitation important ; il n'implique pas nécessairement une rentabilité économique forte (l'Exc-

## 2 Un taux de marge en repli dans la plupart des secteurs

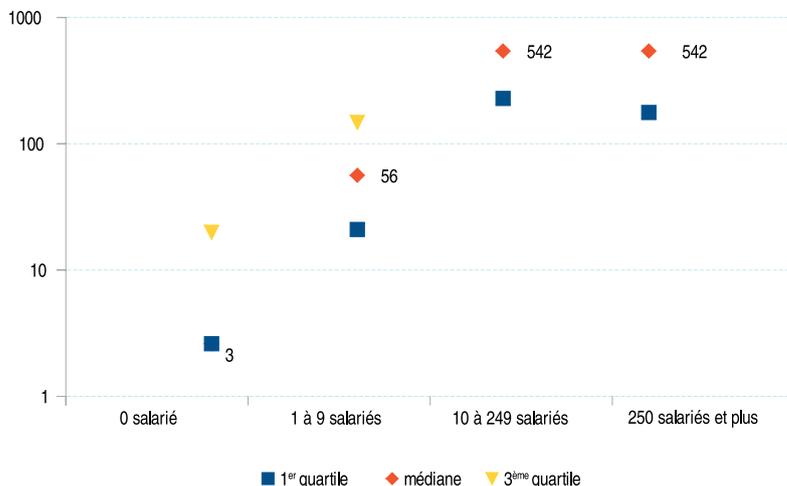
Quelques ratios d'analyse financière des entreprises guadeloupéennes par secteur d'activité en 2014 (en %)

Secteur d'activité	Taux de VA Vaht/CA	Taux de marge EBE/VA	part des frais de personnel FP/VA
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	<b>26,8</b>	<b>23,8</b>	<b>76,2</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	26,8	19,4	80,6
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	21,6	12,1	87,9
<b>Construction</b>	<b>28,7</b>	<b>24,0</b>	<b>76,0</b>
<b>Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration</b>	<b>16,4</b>	<b>21,9</b>	<b>78,1</b>
Commerce :	13,9	22,7	77,3
dont :			
Commerce de gros, hors automobiles et motocycles	11,0	26,5	73,5
Commerce de détail, hors automobiles et motocycles	15,4	21,6	78,4
Transports et entreposage	25,1	25,6	74,4
Hébergement et restauration	36,1	9,7	90,3
<b>Information et communication</b>	<b>48,4</b>	<b>66,2</b>	<b>33,8</b>
<b>Activités immobilières</b>	<b>51,7</b>	<b>61,7</b>	<b>38,3</b>
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien</b>	<b>53,3</b>	<b>26,6</b>	<b>73,4</b>
Activités de services administratifs et de soutien	51,2	19,2	80,8
<b>Autres activités de services</b>	<b>43,4</b>	<b>24,8</b>	<b>75,2</b>
<b>Ensemble</b>	<b>24,8</b>	<b>29,1</b>	<b>70,9</b>

Source : Insee - Esane 2014 (données individuelles).

## 3 La valeur ajoutée médiane est de 542 000 euros pour les entreprises de plus de 10 salariés

Dispersion de la valeur ajoutée des entreprises guadeloupéennes en 2014 (en millier d'euros)



Lecture : en 2014, 50 % des entreprises guadeloupéennes sans salarié ont une valeur ajoutée inférieure à 3 000 euros (médiane égale au premier quartile).

Note : échelle logarithmique.

Source : Insee - Esane 2014 (données individuelles).

dent Brut d'Exploitation (EBE) (*définitions*) devant alors être rapporté à ce capital d'exploitation) mais sert à financer les investissements. Ainsi, l'industrie, avec un taux de marge de 16 % et un taux d'investissement de 18,6 %, a une rentabilité économique de 2,3 %. *A contrario*, avec un taux de marge un peu plus élevé (22 %) et un taux d'investissement plus faible (12 %), la construction a une rentabilité économique plus forte (14 %).

Dans l'hôtellerie et la restauration, le taux de marge se détériore, car la progression de la masse salariale a été plus élevée que celle de la valeur ajoutée.

Dans l'information et communication, le taux de marge progresse légèrement sous l'effet d'une diminution des frais de personnel, l'impact du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) étant relativement faible dans ces secteurs où les salaires sont élevés.

Dans les activités immobilières, le taux de marge des entreprises est plus de deux fois supérieur au taux de marge global. Il s'explique par la présence de nombreuses sociétés civiles immobilières sans salarié. En effet, le taux de marge des unités légales sans salarié atteint fréquemment 100 %. L'entrepreneur individuel, bien qu'il puisse comptabiliser une partie de ses revenus ou charges patronales obligatoires en charges de personnel, se rémunère le plus souvent sur le résultat de son entreprise sans retenir de charges de personnel.

### Une valeur ajoutée médiane de 3 000 € pour les entreprises sans salarié et à 542 000 € pour les 250 salariés ou plus

En 2014, la moitié des entreprises de 250 salariés ou plus dégagent une valeur ajoutée supérieure à 542 000 euros (*figure 3*). Cette valeur médiane est égale à celle des entreprises de 10 à 249 salariés, dix fois supérieure à celle des 1 à 9 salariés et plus de 200 fois supérieure à celles n'ayant pas de salarié. Cependant, en termes de disparités, les écarts de valeur ajoutée mesurés par le rapport interquartile (3<sup>ème</sup> quartile/1<sup>er</sup> quartile) sont beaucoup plus faibles parmi les entreprises employeuses et celles n'ayant pas de salarié : ils se situent à 8 pour les entreprises employeuses et à 7 pour les entreprises sans salarié. Un quart de ces entreprises sans salarié ne dégagent quasiment pas de valeur ajoutée. Avec une valeur ajoutée médiane à 3 000 euros, ce sont ainsi près de 20 000 unités qui ne financent pas l'équivalent d'un Smic, dont le coût annuel à temps plein, charges patronales comprises est de près de 20 000 euros.

### 1 % des entreprises concentre 43 % de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée des entreprises, principalement marchandes, non agricoles et non financières, est concentrée sur un nombre res-

treint d'entreprises du fait des faibles valeurs ajoutées réalisées par les 28 000 entreprises de moins de 10 salariés (*figure 4*). Ainsi, en 2014, 1 % des entreprises ayant les plus fortes valeurs ajoutées rassemble 43 % de la valeur ajoutée (contre 65 % au niveau national), et 72 % de l'investissement (pour 84 % au niveau national). On y retrouve principalement un quart des 950 entreprises de 10 à 249 salariés qui cumulent 780 millions d'euros de valeur ajoutée. Les entreprises sans salarié contribuent à hauteur de 13 % de la valeur ajoutée (146 millions d'euros), soit autant que les grandes entreprises de 250 salariés et plus.

### La valeur ajoutée baisse pour plus de la moitié des entreprises actives entre 2013 et 2014

En 2014, dans les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée des

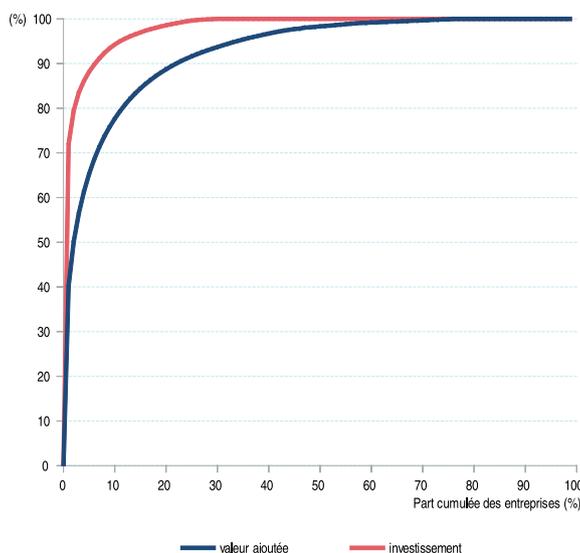
entreprises employeurs actives, à la fois en 2013 et en 2014, stagnent par rapport à 2013. Pour la moitié de ces entreprises, la valeur ajoutée baisse de un point. Entre 2013 et 2014, les entreprises de 10 à 249 salariés ont réalisé légèrement plus de croissance : la moitié des 740 entreprises de 10 à 249 salariés augmente leur valeur ajoutée de 1 %. L'évolution médiane est négative pour les entreprises de 250 salariés et plus (-3 %).

### Investissement médian nul pour les entreprises sans salarié, égal à 49 000 euros pour celles employant 250 salariés ou plus

Les montants investis par les petites entreprises sont faibles, en lien avec le niveau de leur activité. Au-delà des spécificités liées au secteur d'activité, si une partie importante des petites sociétés n'investit pas, cela est souvent lié à une contrainte économique. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation, qui

#### 4 Forte concentration de l'investissement et de la valeur ajoutée

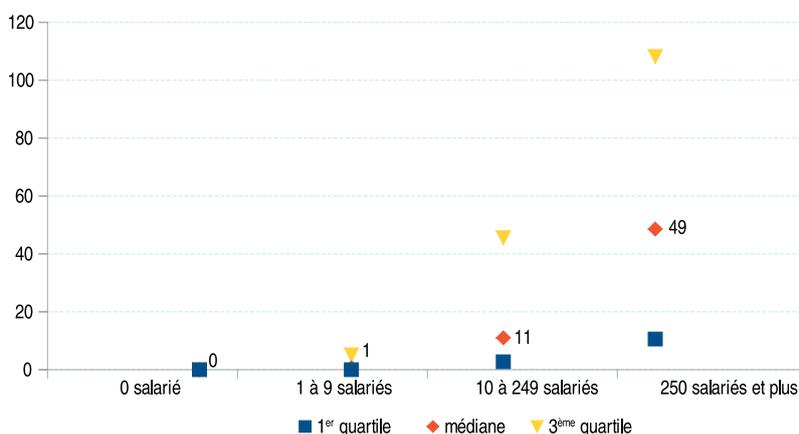
Concentration de la valeur ajoutée et de l'investissement des entreprises guadeloupéennes en 2014



Lecture : 10 % des entreprises guadeloupéennes réalisent 78 % de la valeur ajoutée et 94 % de l'investissement.  
Source : Insee - Esane 2014 (données individuelles).

#### 5 Forte dispersion de l'investissement pour les entreprises de plus de 250 salariés

Dispersion de l'investissement des entreprises guadeloupéennes en 2014 (en millier d'euros)



Lecture : en 2014, 50 % des entreprises guadeloupéennes de 10 à 249 salariés ont investi moins de 11 000 euros (médiane), 25 % ont investi moins de 3 000 euros (1<sup>er</sup> quartile) et 25 % ont investi près de 46 000 euros (3<sup>ème</sup> quartile).  
Source : Insee - Esane 2014 (données individuelles).

permet notamment de financer l'investissement, est nettement plus faible pour les sociétés non investisseuses. Ceci peut écarter toute possibilité d'investir par l'autofinancement ou via l'endettement, l'obtention d'un prêt étant plus difficile dans ces conditions. En 2014, deux entreprises sans salarié sur dix ont investi : pour la moitié d'entre elles, l'investissement est inférieur à 4 000 euros, et pour les autres il est inférieur à 33 000 euros. Le montant médian investi par les entreprises de 1 à 9 salariés est de mille euros (figure 5), onze fois moins que celui des unités de 10 à 250 salariés. Le montant médian s'élevé à 49 000 euros pour les entreprises de 250 salariés ou plus. ■

## Source

L'élaboration des statistiques annuelles d'entreprise (Esane) est le système d'information qui permet d'élaborer les statistiques structurelles d'entreprises françaises, à destination à la fois des autorités politiques et administratives françaises (sous l'égide du Cnis), de la Commission européenne (Eurostat), des statisticiens français et en particulier des comptables nationaux. Le dispositif Esane combine des données administratives (déclarations annuelles de bénéficiaires des entreprises et données annuelles de données sociales) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire des statistiques structurelles d'entreprises (enquête sectorielle annuelle (ESA)). Mis en place en 2009 sur l'exercice 2008, ce dispositif remplace le précédent système composé de deux dispositifs avec les enquêtes annuelles d'entreprise (EAE) et le système unifié de statistiques d'entreprises (Suse) s'appuyant sur les déclarations fiscales, en les unifiant. Le champ d'Esane est celui des entreprises marchandes à l'exception du secteur financier et des exploitations agricoles. Ce champ est défini à partir des codes de la nomenclature d'activité NAF. Les soldes comptables présentés dans cette étude sont calculés à partir d'Esane.

## Définitions

### Comprendre les soldes comptables

Le chiffre d'affaires se compose de la production vendue de biens et services et les ventes de marchandises. Les marchandises ne sont pas une production réalisée par l'entreprise qui les commercialise, contrairement aux productions vendues de biens ou services. Contrairement au chiffre d'affaires, la valeur ajoutée hors taxes correspond à ce qui est vraiment créé par l'entreprise. Elle s'obtient en additionnant le chiffre d'affaires, la production stockée et les autres produits d'exploitation, auxquels sont retranchées les consommations intermédiaires, les charges d'exploitation et la variation de stock. Les valeurs ajoutées peuvent s'additionner car les consommations intermédiaires sont soustraites. Transformées, ces consommations permettent la production d'autres biens ou services ou la vente de marchandises. Certains secteurs d'activités bénéficient de subventions. Les entreprises sont également taxées. La valeur ajoutée au coût des facteurs de production s'obtient en ajoutant à la valeur ajoutée les subventions et en retranchant les impôts et taxes. La valeur ajoutée au coût des facteurs de production se divise en deux parties :

- les frais de personnel qui permettent la rémunération du facteur de production « travail » ;
- l'excédent brut d'exploitation qui s'interprète comme le revenu du facteur de production « capital ».

**L'excédent brut d'exploitation (EBE)** n'est pas seulement la rémunération des apporteurs de capitaux ou le bénéfice de l'entreprise. Il permet de rémunérer les actionnaires, mais également de rembourser les dettes ou de financer des investissements. Il rémunère également le travail des entrepreneurs individuels.

Excédent brut d'exploitation / (immobilisations corporelles et incorporelles + besoin en fonds de roulement).

### Le taux de valeur ajoutée

Le taux de valeur ajoutée mesure la performance de l'outil de production, le degré d'intégration ou de sous-traitance d'une entreprise dans une filière de production. Plus ce taux est élevé, plus l'entreprise contribue à créer de la valeur et plus elle est intégrée dans le tissu économique. Une entreprise qui réalise en interne l'ensemble de la chaîne de production aura un taux de valeur ajoutée plus important que celle qui sous-traite certaines étapes, à chiffre d'affaires égal. Taux faible : peu de main-d'œuvre, processus court, activité commerciale. Taux élevé : part importante de la main-d'œuvre dans les processus, activité de services.

### Le taux de marge

La valeur ajoutée au coût des facteurs de production (y compris les subventions d'exploitation, hors impôts et taxes d'exploitation) permet aux entreprises de payer les frais de personnel et de dégager un excédent brut d'exploitation... Le taux de marge est le rapport de l'EBE sur la valeur ajoutée aux coûts des facteurs de production (VACF). La comparaison des taux de marge entre secteurs est un exercice délicat. Chaque secteur présente, en effet, des particularités vis-à-vis du recours à l'emploi et au capital et du cycle conjoncturel. Les secteurs capitalistiques ont de fait un taux de marge plus élevé que les secteurs de main-d'œuvre. Dans le partage de la VACF, le taux de marge rend compte de ce qui reste à disposition des entreprises, l'EBE notamment, pour rémunérer le capital, une fois déduites les rémunérations salariales. Un taux de marge élevé résulte en général de la mise en œuvre d'un capital d'exploitation important ; il n'implique pas nécessairement une rentabilité économique forte (l'EBE devant alors être rapporté à ce capital d'exploitation) mais sert à financer les investissements. La taille des entreprises, mesurée par l'effectif salarié, influe sur les taux de marge. Le taux de marge est plus élevé en règle générale dans les entreprises de moins de dix salariés que dans les autres. Les micro-entreprises intègrent des travailleurs individuels indépendants (commerçants, artisans, professions libérales) et des gérants majoritaires de SARL, qui ne sont pas salariés mais rémunèrent leur travail sur le résultat de l'entreprise. Le taux de marge s'en trouve augmenté mécaniquement. Or, les micro-entreprises sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses aux Antilles-Guyane qu'en France. La comparaison des taux de marge n'est donc juste qu'à structure équivalente.

Service territorial de Basse-Terre  
Rue des Bougainvilliers  
97102 Basse-Terre Cedex

Directeur de la publication :  
Yves Calderini

Rédacteur en chef :  
Béatrice Céleste

Rédacteur en chef adjointe :  
Maud Tantin-Machecler

Mise en page :  
Typhenn Reculard

ISSN : 2416-8106  
© Insee 2018

## Pour en savoir plus

- Benhaddouche A., « En 2014, l'activité s'améliore dans le BTP et l'industriex », Insee Analyses Martinique n° 24, mars 2018.
- Benhaddouche A., « En 2014, le secteur industriel maintient son niveau d'activité », Insee Analyses Guyane n° 28, mars 2018.

